

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article5372>



12 septembre : manifestation contre la réforme du code du travail

- SNES académique de Dijon - Départements - Nièvre - Infos - Actions -



Date de mise en ligne : jeudi 7 septembre 2017

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

La FSU et ses syndicats se mobilisent en cette rentrée et sont solidaires des salariés du secteur privé qui voient leurs droits menacés et réduits par le projet de réforme du code du travail.

U.
F.S.U.

AVEC LA FSU DANS L'ACTION

Pour les droits sociaux, les salaires et les services publics

**Les droits des salarié-es ne sont pas un problème...
...mais leur amélioration est la solution.**

La FSU partage les inquiétudes et préoccupations des salarié-es qui condamnent les ventes en cause de leurs droits sociaux que la réforme du Code de travail générale sous couvert de flexibilité et d'adaptabilité du marché du travail. Elle s'oppose à l'obligation des salarié-es du secteur privé en date du 12 septembre pour obtenir un Code du travail protecteur et des conditions d'emploi de qualité.

Il s'agit d'un enjeu de société majeur particulièrement contre la précarité généralisée qu'entraînent les faiblesses plus grandes de finances, contre la mise en concurrence des salarié-es entre eux, contre la destruction de leurs droits en matière de santé et de sécurité au travail, et contre la mise en cause des droits syndicaux. Un tiers que possible réclamation syndicale de l'éducation, la FSU est particulièrement attentive et s'engage de l'éventuel qui se destine pour le journaux.

Les annonces et décisions prises par le gouvernement durant l'été sont guidées par l'urgence mettant ainsi à mal les solidarités, l'attaquant particulièrement aux droits sociaux: nouvelle réduction des dépenses publiques, suppression de contrats aidés, baisse des APL, etc. Le gouvernement poursuit une politique libérale basée de conséquences pour les salarié-es et les retraités en entraînant notre modèle social.

Pour les fonctionnaires et les retraités, le coup de rabot et la dégradation des services publics ?

Pour les agents de la fonction publique, la période est particulièrement trouble : gel du point d'indice alors que l'inflation mesure l'absence de 100 000 suppression d'emplois (dont 70 000 dans la seule fonction publique territoriale), établissement de la journée de carence, augmentation de la CSE sans garantie d'amélioration du pouvoir d'achat et menace d'une possible vente en cause du calendrier des concours FNCR - ce qui constituerait une violation des engagements de l'Etat - baisse des dotations aux collectivités locales. Pour 10 millions de retraités est donc la pension nette est supérieure à 2 000 euros mensuels, c'est une augmentation réelle du pouvoir d'achat qui est programmée avec la hausse de la CSE sans aucune compensation. La politique que le gouvernement s'appuie à mener va à l'encontre d'une nécessaire relance.

Refusons cette logique, toutes et tous dans l'action !

Pour que rien n'est pas, la FSU a engagé un plan de mobilisation :

- En continuant de participer, avec les salarié-es du privé, aux actions contre la destruction du Code du Travail
- En menant une campagne d'opinion et d'information à tous les niveaux pour expliquer le rôle des services publics et de leurs agents dans la construction d'une société plus juste et solidaire
- En organisant une semaine d'action début octobre et le 8 novembre à Paris pour un plan de réhabilitation des contractuels de la fonction publique
- En appelant à une journée d'action nationale pour le pouvoir d'achat des retraités le 26 septembre
- En construisant, avec l'ensemble des fédérations de fonctionnaires une journée d'action au mois d'octobre, la plus utile possible, afin d'exprimer le désaccord des agents avec les mesures d'austérité, en exigeant la rétrocession et la prise des revendications pour les personnels.

Mobilisation Syndicale Unifiée - www.fsu.fr

Communiqué de la FSU nationale

Dans la Nièvre la manifestation du 12 septembre aura lieu à 10h place Carnot. Dans le seconde degré le SNES national a déposé un préavis de grève pour permettre aux collègues qui veulent se joindre aux manifestations du 12 septembre de pouvoir le faire.